

LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS DE PAYS, LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS DE PATRIE, SOLIDARITÉ INTERNATIONALE!

L'OFFENSIVE RACISTE DE L'ÉTAT FRANÇAIS: UNE IGNOBLE OPÉRATION ÉLECTORLISTE

Entre les affres de l'affaire Woerth-Bettencourt qui mettent à jour la collusion et même l'imbrication de la classe politique avec les hauts lieux de la finance, la crise économique et sociale qui accélère encore un peu plus la dégradation des conditions de vie de la population, l'impopularité croissante de la politique fiscale et économique du gouvernement, le fiasco des élections régionales et les derniers sondages de popularité alarmants, Sarkozy sent de plus en plus que 2012 risque sérieusement de lui échapper.

C'est la raison pour laquelle il semble avoir décidé de tenter le tout pour le tout, et d'engager son gouvernement dans ce qui est probablement la politique la plus raciste jamais menée en France depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. L'objectif est double, gagner des sympathisants parmi les gens les moins informés et les plus chargés de préjugés à l'égard des immigré-e-s et reconquérir l'électorat du Front National qui lui avait permis d'accéder à la « fonction suprême » de la République en 2007.

TOUJOURS LA MÊME RECETTE: ASSIMILER UNE COMMUNAUTÉ À UN GROUPE DE CRIMINELS

Pour détourner l'attention des inégalités et des injustices croissantes du pays, il oriente donc le viseur sur les roms et sur les immigrés en général. Les roms, cible facile tant ils sont malheureusement méprisés voire haïs par une grande part de la population.

L'argument est simple, il s'agit de criminaliser toute une communauté, de dire mot pour mot dans les grands médias les pires inepties que l'on peut entendre à propos des roms dans le moindre bistrot: « tous les roms sont des délinquants en puissance ». La « preuve » ? Rien de plus simple: « ils sont dans l'illégalité puisqu'ils s'installent sur des terrains sans autorisation ».

Et pourtant nos gouvernants savent pertinemment, contrairement à la frange de l'électorat qu'ils cherchent à capter, que la majorité des roms en France est sédentarisée et exerce un métier et que ceux qui restent nomades tentent de vivre en faisant du commerce itinérant.

N'est-il pas évident que Sarkozy et sa clique sont, eux, de véritables voyous qui détournent d'énormes

sommes d'argent et font des cadeaux fiscaux aux plus grandes fortunes du pays à un niveau qu'aucun autre gouvernement n'avait osé atteindre auparavant ?

CE SONT D'ABORD DES ELUS LOCAUX QUI NE RESPECTENT PAS LA LOI !

En 2000, une loi dite Besson (Louis, pas Eric!) impose à chaque commune de plus de 5000 habitants de mettre en place un terrain destiné à l'accueil des « gens du voyage » afin de leur permettre de vivre comme ils l'entendent plus facilement. Hélas, moins d'une équipe municipale sur deux concernée par cette loi ne l'applique, préférant payer des amendes plutôt que de contrarier les préjugés racistes de son réservoir électoral. Comment s'étonner ensuite que les roms nomades s'installent là où ils peuvent sans autorisation ?!

Une politique juste aurait donc consisté à augmenter significativement les sanctions contre les mairies qui refusent de se conformer à cette loi. Dans cette histoire, les premiers et véritables délinquants sont donc les maires qui refusent d'accueillir les roms par souci purement électoraliste comme le fait Sarkozy aujourd'hui à l'échelle nationale.

FRANÇAIS - IMMIGRÉS: SOLIDARITÉ

Derrière cette attaque contre les roms, ce sont tous les immigrés qui sont visés dans les actes et dans les paroles du gouvernement. Mais les immigrés ne sont pas responsables des inégalités et des injustices sociales mises en œuvre par les capitalistes et l'État qui en bénéficient. Les immigré-e-s comme les français, mais de façon amplifiée en sont les victimes. Nous sommes toutes et tous sous la coupe du même patronat et des mêmes politiciens. Pour les français, lutter aux côtés des immigrés (sans-papiers ou non) lorsqu'ils sont attaqués, c'est affirmer leur solidarité de classe et par là-même défendre leurs propres intérêts. Personne ne peut gagner isolé et si ceux qui se battent peuvent perdre, ceux qui ne se battent pas on déjà perdu. Alors organisons-nous pour empêcher les expulsions de roms !

Contre la culture de l'identité nationale et contre cette société inégalitaire, construisons une autre société, une société libertaire, égalitaire, solidaire et autogérée, débarrassée des États et des frontières.



Liaison Orléans
de la CGA:
orleans@c-g-a.org
www.c-g-a.org



Syndicat interco de
la région Centre
interco.45@cnt-f.org
www.cnt-f.org